

Enseignement supérieur : il manque 343 millions

Le refinancement actuel n'est pas suffisant selon Jean-Paul Lambert, ancien recteur de l'Université Saint-Louis. Il donne des prévisions pour 2024.

Bonne nouvelle, notre enseignement supérieur n'a pas à rougir de ses performances face aux majors anglo-saxonnes. C'est Jean-Paul Lambert, ancien recteur de l'Université Saint-Louis, qui l'assure au terme d'une étude comparant les systèmes d'enseignement à travers le monde. Principales qualités : diversité des formations et bonne répartition entre universités et hautes écoles, accès libre ou presque à un coût modique, panel de diplômés correspondant globalement aux besoins du marché du travail... Tout va-t-il donc pour le mieux dans le meilleur des mondes pour l'enseignement supérieur francophone ? C'est compter sans une bien mauvaise nouvelle... « *Incontestablement, les performances sont*

là... aujourd'hui... mais la question cruciale du (dé)financement reste pendante, dit le professeur Lambert. Si notre système francophone continue à faire des miracles, c'est parce qu'une réputation met longtemps à se faire mais aussi à se défaire... »

Ainsi, des centres de recherche peuvent vivre quelques années de la réputation de chercheurs qui les ont quittés, avant de retomber dans l'anonymat. De plus, la chute continue du subside par tête d'étudiant dans le cadre d'une enveloppe verrouillée depuis 1997 a réduit les subventions de 21 % dans les universités et de 7 % dans les hautes écoles. « *Aujourd'hui, le définancement structurel du supérieur implique qu'on arrive au bout du raisonnement. Je*

tire le signal d'alarme : si on ne veut pas voir les courbes s'inverser, il faut refinancer massivement le secteur. Jean-Claude Marcourt vient de faire un premier effort de 10 millions en 2016 et promet 41 millions dans 3 ans, il fait ce qu'il peut avec les moyens actuels, mais ça ne suffira pas ! » Et pour cause, selon les calculs de Jean-Paul Lambert, ce n'est pas de 41 millions dont auront besoin les universités en 2019 pour garder la tête hors de l'eau face à la croissance ininterrompue d'étudiants, mais bien de 100 millions. Et si d'aventure un gouvernement voulait, par-dessus le marché, s'atteler à corriger le définancement structurel en quatre législatures, l'addition grimpe à 142 millions en 2019 et 343 millions en 2024. ■

L'enseignement supérieur francophone est performant... pour le moment

ENSEIGNEMENT Avec le définancement, l'ancien recteur Jean-Paul Lambert craint le pire

► Qu'est-ce qu'un bon système d'enseignement supérieur ? Une étude comparative cite le nôtre en exemple.

► Un bémol de taille cependant : le sous-financement structurel menace à court terme.

Dans son bureau au sommet de l'université Saint-Louis à Bruxelles, l'ancien recteur Jean-Paul Lambert garde depuis toujours un œil attentif sur l'enseignement supérieur. Dernière question de recherche : « *Qu'est-ce qu'un bon système d'enseignement supérieur ?* ». La réponse, après une

analyse poussée des performances internationales, pèse une trentaine de pages publiées récemment dans « La Revue nouvelle » (1) et place la Fédération Wallonie-Bruxelles dans le peloton de tête. Cocorico ? Pour l'heure certainement. L'avenir par contre est plus sombre.

1 La dictature des rankings. Il ne se trouve guère de professeurs européens pour soutenir ouvertement les rankings dominés par le monde anglo-

saxon. Jean-Paul Lambert n'échappe pas à la règle. « *D'abord, ils ne parlent pas de l'enseignement supérieur dans son ensemble mais exclusivement des universités, de plus ils traitent surtout des recherches et ne s'intéressent pas ou très peu à l'enseignement même : quand ils le font, ils se contentent souvent de comparer le taux de diplômés par rapport aux entrées, privilégiant de ce fait les pays où la sélection est impitoyable.* Cela étant, Jean-Paul Lambert s'est posé une autre question : « *combien compterait-on d'universités anglo-saxonnes bien classées si on croisait les citations dans les rankings avec la population du pays ?* » Au bout de l'analyse c'est la surprise : alors que les Etats-

Unis rejoignent la moyenne basse, les grands vainqueurs du classement revisité s'appellent Suisse, Suède ou Pays-Bas... Et, pas très loin, Belgique, Australie, Danemark et Royaume-Uni. « *Après normalisation par la taille, ces pays sont donc les vrais lauréats des rankings même imparfaits.* »

2 La régulation par le financement. Corriger un classement c'est bien, en tirer des leçons c'est mieux. Raison pour laquelle le professeur Lambert met dans la balance efficacité et financement des systèmes d'enseignement. Un constat : les pays du Nord de l'Europe où l'enseignement supérieur est financé et régulé par les pouvoirs publics présentent un très bon niveau d'ensemble, plaçant bien plus de lauréats que la moyenne dans le top 500. « *Par contre, là où le supérieur est totalement dérégulé, le système se stratifie entre les meilleurs avec des moyens considérables et les institutions de seconde catégorie. Cet exercice casse l'image des Etats-Unis ou de l'Angleterre comme leaders mondiaux du secteur.* » Il met également en évidence la différence de performance, au bénéfice des se-

conds, entre des systèmes totalement dérégulés financés par le privé (USA, Corée, Japon, Royaume-Uni...) et des systèmes largement subventionnés et régulés par des pouvoirs publics (Belgique, Pays-Bas, Suisse, Finlande...).

3 La ligne de partage. Que se passe-t-il lorsqu'un Etat décide de passer d'un système binaire (où cohabitent des universités et des hautes écoles) à un système unitaire (où n'existent plus que des « universités »)? « *On assiste rapidement à une dérive académique (une réduction de la diversité des profils de formation) et au déclassement de certaines institutions. On observe le même phénomène, parfois atténué, dans les pays qui ont plutôt parié sur le floutage de cette ligne de partage.* » Vraiment ? Un indicateur international mesure comment un système d'enseignement supérieur répond aux besoins de l'économie compétitive formulés par les chefs d'entreprise. Il laisse, selon Jean-Paul Lambert, un net avantage aux modèles où, comme en Fé-

dération Wallonie-Bruxelles, cohabitent universités et hautes écoles.

4 Quels enseignements pour la Fédération Wallonie-Bruxelles ? « *Un, nous pouvons nous réjouir de disposer d'un système qui se révèle, à l'analyse, le plus performant sur beaucoup de points. Deux, ce système, dès lors qu'il serait "fragilisé" par des initiatives impliquant un floutage de la ligne de partage, verrait ses performances se dégrader.* » Un caillou dans la chaussure des pères du décret paysage prônant notamment un rapprochement entre universités et hautes écoles ? « *Je n'ai aucun souci avec le partage d'infrastructures, les passerelles visant à poursuivre le parcours d'étude ou l'échange d'enseignants. Attention par contre à la multiplication de formations en co-diplômation, attention aussi aux velléités d'absorption de hautes écoles par les universités.* » ■

ERIC BURGRAFF

(1) « Qu'est-ce qu'un bon système d'enseignement supérieur ? », par Jean-Paul Lambert. La Revue Nouvelle 3/2016 (version condensée dans la revue papier, version exhaustive accessible gratuitement sur www.revue nouvelle.be)

RÉACTION

« Casser la dynamique du sous-financement »

On l'a dit, le ministre Marcourt est conscient des limites du refinancement actuel. Via son porte-parole, il confirme : « *Il faut être bien conscient du cadre budgétaire étriqué dans lequel la Fédération Wallonie-Bruxelles évolue.* » Conscient aussi du côté quasi « *auto-destructeur du financement en enveloppe fermée dont il a hérité à son arrivée à ce ministère. En sortant 100 millions en quatre ans, on inverse bel et bien cette dynamique.* » On souligne aussi dans son entourage les efforts consentis par Jean-Claude Marcourt avec ses autres casquettes francophone (recherche) et wallonne (économie, technologies...).

E.B.

refinancer Il manque des centaines de millions

► SUITE DE LA UNE

En mettant 107,5 millions sur la table (en 4 ans), Jean-Claude Marcourt fait un premier geste pour l'enseignement supérieur. Il en est conscient, « l'effort devra être poursuivi mais dans le contexte actuel, il ne doit pas être surestimé ». Fort bien pour Jean-Paul Lambert qui « ne mord pas la main de Jean-Claude Marcourt » mais précise pour *Le Soir* la taille de l'effort à accomplir. « Refinancer, c'est s'atteler au rattrapage de la baisse de 20 % du financement par étudiant à l'université depuis 1997. Je note qu'il y a un engagement ferme pour 2016, que les autres montants devront être confirmés. Je note aussi le total de 107,5 millions mais en réalité le budget de 2019 sera juste supérieur de 41 millions à ce qu'il était en 2015 ». Le spécialiste du financement a fait tourner ses modèles. Ce que propose la FWB, c'est moins de 1 % par an. Si le nombre d'étudiants reste stable, il faudra minimum 20 ans pour rattraper le définancement passé. « Or, on oublie que le nombre d'étudiants ne restera pas stable : selon les statistiques, il va croître de 2 % par an environ. »

Deux solutions

A partir de là, le chercheur avance deux solutions. Un, on cherche simplement à stabiliser les moyens par étudiant : dans ce cas, il faut que le budget suive la même courbe de 2 % à appliquer exponentiellement à partir du budget de 2016. Verdict : il conviendrait d'ajouter au budget de l'en-

seignement supérieur 24,3 millions en 2016, 49 millions en 2017, 74,3 en 2018 et 100 millions en 2019 etc. à comparer avec les 10, 17,5, 39 et 41 millions promis pour ces années-là par le gouvernement.

Deux, on cherche à stabiliser les moyens par étudiant et à rattraper le définancement du passé. Dans ce cas, le budget doit croître à un rythme plus rapide. Pour un rattrapage dans un délai raisonnable de, par exemple, 19 ans (quatre législatures d'ici 2034) il conviendrait de mettre 34 millions dès cette année, 69 l'année prochaine, 141,9 en 2019, 342,7 en 2024 etc. (infographie ci-contre). « Si on veut un jour rattraper le définancement, avec le rythme actuel, on est donc très loin du compte. Pire, les moyens par étudiants continueront à se dégrader à une allure à peine infléchie. Mais mon but n'est pas de casser l'effort appréciable qui est fourni par la FWB mais de dire qu'il doit être amplifié ». Possible ? « Ce n'est pas impossible en tout cas. La Communauté française est le seul "pays" de l'Union européenne qui a désinvesti dans ce secteur tout en augmentant les moyens de l'enseignement obligatoire. Ce choix politique déséquilibré est très rare. » Que faire ? Jean-Paul Lambert a sa petite idée : en réduisant de moitié les doubléments et triplements dans l'enseignement obligatoire, on pourrait dégager plusieurs centaines de millions dont pourraient bénéficier l'enseignement obligatoire et le supérieur. ■

E.B.

Le refinancement de l'enseignement supérieur demande plus de moyens

